

# Moscovici propose de ne plus indemniser les congés maladie de moins de 8 jours...

écrit par Gilles La Carbona | 2 juin 2024



Dans l'esprit de la Cour des comptes, le salarié, déjà trop gâté, se muerait volontiers en parasite, et ce avec la complicité de médecins complaisants. (Paul Harizan/Getty Images)



Dans l'esprit de la Cour des comptes, le salarié, déjà trop gâté, se muerait volontiers en parasite, et ce avec la complicité de médecins complaisants. (Paul Harizan/Getty Images)

Ils font feu de tout bois. Macron l'a dit, il n'y a pas un problème de dépense publique, mais de recettes, et donc son ami Moscovici lui propose une solution, à moins que ce ne soit pour compenser la bonté de son grand copain Fabius, qui vient de permettre le financement de l'aide juridictionnelle aux étrangers sans droit ni titre.

**Moscovici donne une piste en suggérant de ne plus indemniser les congés de maladie de moins de huit jours.** C'est sans doute le reflet de la fameuse générosité sociale dont se targuait Macron en Allemagne. C'est une constante socialiste que de faire preuve d'altruisme pour l'étranger et d'enfoncer en les culpabilisant si possible, les citoyens Français, tout en sapant les classes moyennes, au motif d'une justice sociale toujours fer-de-lance de leur discours. Il faut trouver de l'argent, effectivement on ne peut pas dilapider d'un côté sans renflouer les caisses de l'autre, c'est donc encore ceux qui cotisent et qui

travaillent qui devraient supporter la gabegie de nos pseudo-élites.

**Moins rembourser les médicaments, voire pour certains ne plus les rembourser du tout, et maintenant ne plus indemniser les arrêts maladie, en signe sans doute de punition, attendu qu'être malade c'est bien sûr être fainéant.** C'est comme le chômage, des gens font exprès de perdre leur travail ou de tomber malade. Il n'est pas prévu dans le même temps de baisser les prélèvements. Car c'est là le génie de nos élites, faire payer les Français sans leur donner une contrepartie. C'est un peu comme si vous alliez au restaurant, vous ne prenez qu'un seul plat, mais vous réglez la totalité d'un menu. Quand on paye et qu'en face le service n'est plus rendu, ou si partiellement que cela ne correspond plus à la compensation juste qu'un contrat même moral implique, cela s'appelle une escroquerie. Mais cette dernière est légale, autorisée, car venant de l'État lui-même. Imparable n'est-ce pas ? En théorie, on sait depuis longtemps que ce terme ne veut plus rien dire avec nos politiques, un impôt ou une charge, doivent être consentis par les citoyens. On a beau chercher, on ne parvient pas à se souvenir de la dernière fois où nous avons été consultés pour savoir si nous étions d'accord avec une augmentation de charge, ou une diminution de prestation, ce qui revient au même. Bien entendu la mauvaise foi socialo-macroniste prétendra que non. Si le prix d'un service reste identique, mais que le contenu de l'offre diminue, n'est-ce pas une hausse déguisée ? Un peu comme ce fut le cas lorsque certains produits ont été vendus à un prix identique mais en quantité moindre pour compenser une inflation que l'on souhaitait si ce n'est maîtriser, du moins masquer.

**Moscovici n'est rien d'autre qu'un socialiste bon teint qui joue sur le fait que l'inconscient collectif, qui l'est de moins en moins, attribue à cette clique les vertus de bonté**

**universelle, de justice, de tolérance et de magnanimité.** Ils se répandent en formules soi-disant humanistes et avancent leur décision auréolée du discours de prétendue équité sociale, alors que le résultat se comptabilise en réalité en recul et austérité systématiques. Le bilan de la casse sociale commencée sous Hollande en témoigne. Ces gens-là n'œuvrent pas pour notre bien, ils se servent du système pour accumuler des privilèges et du courant égalitaire pour détruire la classe moyenne, la piller tout en présentant leur forfait comme nécessaire, indispensable pour sauver l'emploi, la rentabilité, la médecine, la planète même. Ils demandent toujours aux plus humbles des sacrifices et des vertus dont ils s'empressent de s'exonérer légalement. Mais font-ils des efforts ou en demandent-ils aux plus favorisés, à ceux qui fraudent ? Non. Sans doute pour ne pas indisposer des proches, des intimes ou un électorat ciblé. Il est temps que tout cela cesse, ils doivent être responsables de leurs actes, plus aucune impunité ne doit les protéger. Si monsieur Moscovici veut réaliser des économies, qu'il s'intéresse donc à ces millions versés vers des comités Théodule, destinés à nourrir le plus souvent des amis politiques incapables par eux-mêmes de trouver un travail, tant leurs performances réelles effrayent les vrais employeurs. Qu'il épiluche les trains de vie de nos élus et hauts fonctionnaires. Ont-ils tous besoin de voitures de fonction avec chauffeur et de logements réservés ? Ont-ils besoin de s'octroyer augmentation et primes comme ils l'ont fait, en osant prétendre que l'exercice de la démocratie l'exigeait que c'en était le prix à payer. Qu'il s'inquiète de savoir comment Macron a pu racheter de la dette américaine pour plusieurs milliards sans passer par le parlement, alors que le déficit abyssal dont il est le principal responsable, plombe les finances de notre pays. Qu'il s'occupe des plus de deux millions de fausses cartes Vitale qui servent à la fraude sociale. Qu'il supprime les allocations versées à tous les damnés de la Terre. Qu'il se penche sur le mille feuilles administratif dont le coût se

chiffre en milliards...

En d'autres termes qu'il lâche un peu les basques des Français et qu'il tourne son regard vers les vrais gaspilleurs d'argent public. La France est devenu une caricature de République et de démocratie, le nettoyage à réaliser est colossal et il faudra du courage et de la détermination pour mettre hors d'état de nuire cette oligarchie aux manettes en lieu et place des élus. Qui osera l'affronter, qui se hasardera à l'annoncer dans son programme ?

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

[https://t.me/R\\_P\\_France](https://t.me/R_P_France)

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire